

CRISE ET CHÂTIMENT

# Tripartite de ping-pong

Raymond Klein

**Après trois déclarations se répondant du tac au tac, la situation des négociations tripartites est embrouillée. Les désaccords sont moins importants qu'il n'y paraît, mais les potentialités de rupture n'en sont pas moins réelles.**

« Ceux qui veulent refuser 75 pour cent des mesures n'ont rien compris au but de l'exercice. » C'est avec véhémence que Luc Frieden a défendu mardi dernier son paquet de réduction du déficit public. Paquet qu'il considère comme formant un ensemble équilibré respectant le souci de justice sociale, et qu'il voudrait voir discuté dans son ensemble. Et surtout, sans remettre en question le but final et le volume de réduction envisagé. En d'autres mots, le ministre des finances voudrait éviter que les partenaires de négociations rejettent des mesures déplaisantes sans proposer d'alternatives équivalentes.

En affichant cette fermeté, il réagissait au défi lancé la veille par le principal syndicat, l'OGBL. Son président, Jean-Claude Reding, avait annoncé le refus du paquet, après avoir sévèrement critiqué la quasi-totalité des mesures. Cette attitude négative fait partie de la stratégie des syndicats de faire valoir un rapport de forces qu'ils sentent favorable. Or, malgré certaines déclarations, on peut dou-

ter que les représentants des salariés adoptent une attitude maximaliste, qui refuserait toute concession en recommandant d'aller chercher l'argent chez les riches. En effet, un tel scénario supposerait au minimum que se mette en place une sorte de new deal à l'échelle européenne, redistribution coordonnée du haut vers le bas. A défaut de cela, les coûts de la crise au Luxembourg devront être partagés entre les différents acteurs économiques et sociaux, et la masse de la population sera sérieusement affectée. La discussion, et le compromis éventuel, porteront donc sur le détail des économies et des recettes fiscales à mettre en place, et éventuellement sur le volume de celles-ci.

## Tous lésés ?

Or, parmi les mesures proposées par le gouvernement et critiquées par les différents acteurs syndicaux et de la gauche politique, certaines sont évidemment anti-sociales, alors que pour d'autres, cela est fort discutable. Pour l'indexation des salaires, ce n'est pas compliqué. Certes, il ne s'agit pas d'un mécanisme de justice, mais plutôt de paix sociale. Cependant, un moratoire ou une modulation de l'index frapperait en premier lieu les travailleurs-se-s les plus précaires, qui ne sont pas en position de compenser les

pertes de pouvoir d'achat lors de négociations collectives. De même, côté impôts, on pourra reprocher au gouvernement une certaine timidité. Augmenter l'impôt de solidarité, considéré comme particulièrement juste, de 1,5 pour cent, et le taux maximal d'impôt sur le revenu de 38 à 39 pour cent, est peu par rapport aux niveaux atteints pendant la crise sidérurgique. Enfin, le refus d'un impôt sur les banques prononcé par Luc Frieden sera difficile à maintenir face au retour du slogan de la grande manif syndicale du 16 mai 2009 : « Nous ne payerons pas pour votre crise ! »

Par contre, la suppression des aides aux familles ayant des enfants scolarisés, du primaire à l'université, sont moins évidentes à juger. D'une part, le gouvernement prévoit de les maintenir pour les ménages socialement faibles. De l'autre, les allocations familiales au bénéfice des étudiant-e-s d'université constituent de fait une aide aux plus favorisés. En effet, plus on descend l'échelle sociale, moins se pose la question des études universitaires. L'obstacle est d'ailleurs moins pécuniaire - puisqu'il y a les mécanismes des bourses - que socio-culturo-linguistique. De toute façon, pour faciliter l'accès aux études supérieures, la « prestation en nature » que constitue la mise en place de l'Université du Luxembourg est bien

plus importante que toute prestation en espèces.

Plus étonnante encore est la manière dont les « gens de gauche » s'indignent de la suppression proposée par le gouvernement de certaines aides à l'acquisition d'un logement. En vérité, toute mesure favorisant l'accès à la propriété est fortement sélective - au bénéfice des classes moyennes et supérieures. Ces dépenses publiques ne bénéficient en effet pas du tout au tiers de ménages locataires, sans parler des frontaliers - leur abolition va donc tout à fait dans le sens d'une plus grande justice sociale.

## Poker menteur

Mais pas forcément dans le sens d'une plus grande popularité auprès de ceux qui donnent le ton de l'opinion publique. Le fait que les exemples de calcul donnés sur le web concernent plutôt des ménages au-dessus du revenu médian ne semble empêcher personne de conclure à un paquet antisocial. Certes, les prestations réservées aux socialement faibles peuvent poser des problèmes de stigmatisation et de désolidarisation, et de toute façon, les mieux lotis ont aussi le droit de défendre leurs intérêts. Mais l'exercice de syndicats et de partis de gauche en matière de défense des couches moyennes est pé-



L'as de pique tout seul ne saurait remporter la partie.

PHOTO: TODD KLASZY / WIKIMEDIA COMMONS

rilleux. A dénoncer de l'injustice sociale partout, on vide le mot de sa signification.

Cependant, pour des raisons tactiques, l'OGBL et les autres acteurs de gauche ne peuvent se limiter à une défense sociale puriste : la menace de grève générale n'est crédible que si les couches moyennes, les plus mobilisables politiquement, ont le sentiment qu'il y va de leur intérêt. Que Jean-Claude Reding reproche au gouvernement de maintenir les investissements à un niveau trop élevé - ce qui va dans le sens des politiques anticycliques qu'il réclame par ailleurs - ne doit pas surprendre non plus : pour créer un rapport de force favorable, il faut faire feu de tout bois.

En face, les argumentations de Luc Frieden ne sont pas non plus sans contradiction. Comme lors de la tripartite précédente, il met en avant l'objectif de la compétitivité du Luxembourg, en épinglant les effets de l'indexation. Et de calculer : « Une tranche d'index en moins fait économiser 100 millions à l'Etat. » Comme en 2006, le ministre des finances cherche surtout à rééquilibrer son budget. Double langage aussi au niveau des objectifs à atteindre. Alors qu'il y a quelques semaines, Frieden évoquait encore 1,3 milliards de fonds à trouver pour 2014, les mesures qu'il a présentées permettent d'en atteindre la

moitié - et en 2012, le gouvernement devra négocier un second paquet de mesures. Le fruit amer semble avoir été coupé en deux, mais Frieden ne l'a pas dit ouvertement.

Ce qui apparaît comme une reculade de Frieden doit être prise en considération pour interpréter la posture du LSAP lors de sa conférence de presse de mercredi, à peine trois heures après celle du ministre CSV. D'un côté, les leaders socialistes Alex Bodry et Lucien Lux semblent très nerveux face à l'éventualité d'un échec de la tripartite, ce qui les obligerait à choisir entre leur mariage de raison avec le CSV et leur liaison tumultueuse mais de longue date avec l'OGBL. Ils doivent donc publiquement relayer les revendications de celui-ci, afin de rester crédibles auprès de leur base. De l'autre côté, Bodry et Lux savent que Frieden a déjà fait des concessions au sein du conseil du gouvernement. Voilà pourquoi ils invitent l'OGBL à poursuivre le dialogue et évitent soigneusement de faire perdre la face à leur partenaire de coalition.

### Une aventure

Comprendre cela devrait calmer les ardeurs des anticapitalistes radicaux, qui croient sentir le vent en poupe. Certes, pour le moment leur diapason s'accorde avec celui de

l'OGBL - et des autres syndicats. Un échec de la tripartite est tout à fait possible, et leur bénéficierait sans doute politiquement, notamment au parti Déi Lénk. Mais si les syndicats arrivent à obtenir un compromis favorable, l'anticapitalisme risque de se retrouver marginalisé sur des positions maximalistes, et d'en être réduit à rallier les mécontents du type « On m'a volé mon Iessenszoulag ».

Si la situation politique peut difficilement être qualifiée de prérévolutionnaire, elle n'en est pas moins inédite, et le modèle luxembourgeois, s'il survit, en sortira modifié. Le président de l'OGBL Jean-Claude Reding, a réussi à orchestrer un front syndical uni comme rarement auparavant, à amener le débat sur la place publique, ce qu'il avait omis de faire en 2006, et à rendre crédible la menace d'un échec de la tripartite. Le LSAP a également innové par rapport à il y a quatre ans : Bodry et Lux essayent de lui faire jouer le rôle de garde-fou social. Mais en cas d'échec de la tripartite, le congrès prévu pour valider ses résultats risque de voir la base du LSAP se retourner contre ses propres ministres et provoquer une crise gouvernementale. Enfin, la discrétion du CSV ne peut cacher qu'il y a de grands désaccords en son sein, avec la possibilité d'une rupture entre l'aile sociale et l'aile libérale. Ou encore, scénario

non moins aventureux, une éviction préventive du LSAP du gouvernement par le premier ministre afin de préserver l'unité des chrétiens-sociaux.

Voilà des perspectives qui encourageront l'ensemble des acteurs à rechercher un compromis. Bodry et Lux ont montré la voie en recommandant un soin particulier pour les mesures symboliques comme l'impôt sur les banques et les critères d'attribution de la prime de rentrée. Quant aux désaccords plus substantiels, tels que les manipulations de l'index, c'est Lucien Lux qui tente de se profiler comme conciliateur. C'est une sorte de nouvelle chance pour l'ancien ministre de l'environnement, désavoué lors des élections. Mais il n'est pas le seul à vouloir jouer les « sauveurs » - Jean-Claude Juncker, qui se plait dans ce type de rôle, est certainement aussi sur les rangs.